

**Service  
des Expertises**  
Place Firmin Gautier  
BP 100  
38019 GRENOBLE  
CEDEX 1  
04.38.21.21.21

Monsieur **Jean-François BENOIT**  
Atelier d'Architecture  
22 rue Paul Helbronner  
38100 GRENOBLE

N° RG 22/00261 - N° Portalis DBYH-W-B7G-KQRR  
18/00000677

Affaire : **Pascal BEAUCHAMPC/ Compagnie d'assurance GENERALI IARD RCS PARIS 550.062.663.**

Monsieur **Jean-François BENOIT**,

Veillez trouver ci-joint une nouvelle ordonnance qui étend votre mission d'expertise concernant la présente procédure.

Veillez agréer, Monsieur l'expert, mes salutations distinguées.

P/ LE GREFFIER



**REFERES**

Extrait des minutes du greffe  
du Tribunal Judiciaire de Grenoble  
Département de l'Isère

**ORDONNANCE N°**

**DOSSIER N° : N° RG 22/00261 - N° Portalis DBYH-W-B7G-KQRR**

**AFFAIRE : Société SCCV MONTBONNOT MESANGES, Société SCCV MONTBONNOT MESANGES C/ Compagnie d'assurance GENERALI IARD, S.A. BUREAU VERITAS, S.A.S.U. SOC METALLURGIQUE DE COURS, Compagnie d'assurance MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, Compagnie d'assurance MMA IARD**

## **TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

### **ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 30 MARS 2022**

Par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président du Tribunal judiciaire de GRENOBLE, assisté de Elodie FRANZIN, Adjointe Administrative faisant fonction de Greffier ;

**ENTRE :**

#### **DEMANDERESSES**

**Société SCCV MONTBONNOT MESANGES**, dont le siège social est sis 29 Avenue de l'Obiou - 38700 LA TRONCHE

représentée par Maître Jean ROBICHON de la SELARL ROBICHON & ASSOCIES, avocats au barreau de GRENOBLE

**D'UNE PART**

**Le : 30 Mars 2022**

**Copie exécutoire  
et copie à :**  
la SCP LSC AVOCATS  
la SELARL  
ROBICHON &  
ASSOCIES

**ET :**

#### **DEFENDERESSES**

**Compagnie d'assurance GENERALI IARD RCS PARIS 550.062.663.**, dont le siège social est sis 2 rue Pillet Will - 75009 PARIS

représentée par Maître Cédric LENUZZA de la SCP LSC AVOCATS, avocats au barreau de GRENOBLE

**Copie à :**

S.A. BUREAU  
VERITAS  
S.A.S.U. SOC  
METALLURGIQUE  
DE COURS  
Compagnie d'assurance  
MMA IARD  
ASSURANCES  
MUTUELLES  
Compagnie d'assurance  
MMA IARD RCS LE  
MANS

**S.A. BUREAU VERITAS**, dont le siège social est sis 40 Boulevard du Parc - 92200 NEUILLY SUR SEINE

non comparante

**S.A.S.U. SOC METALLURGIQUE DE COURS RCS VILLEFRANCHE TARARE B**  
331 498 006, dont le siège social est sis 442 rue Pierre Giraud - 69470 COURS

non comparante

**Compagnie d'assurance MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES RCS LE MANS**  
D 775 652 126, dont le siège social est sis 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030  
LE MANS

non comparante

**Compagnie d'assurance MMA IARD RCS LE MANS 440 048 882**, dont le siège social  
est sis 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 LE MANS

non comparante

#### D'AUTRE PART

Vu l'assignation en date du 04 Février 2022 pour l'audience des référés du 24 Février 2022

A l'audience publique du 24 Février 2022 tenue par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président assisté de Elodie FRANZIN, Adjointe Administrative faisant fonction de Greffier après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, l'affaire a été mise en délibéré et le prononcé de la décision renvoyé au 30 Mars 2022, date à laquelle Nous, Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président, avons rendu par mise à disposition au Greffe l'ordonnance dont la teneur suit :

#### FAITS - PROCÉDURE ET PRÉTENTIONS DES PARTIES

Le 9 février 2017, Monsieur Pascal BEAUCHAMP et Madame Frédérique SCHREIBER ont acquis de la société Civile de Construction Vente (SCCV) MONTBONNOT MESANGES un appartement sis 90, rue Stendhal à MONTBONNOT SAINT MARTIN (38).

Des réserves ont été formulées à l'occasion de la livraison, intervenue le 29 juin 2017. D'autres ont été signalées au cours des mois suivants par courriers recommandés. L'ensemble des malfaçons et désordres allégués a été constaté par procès-verbal d'Huissier du 23 avril 2018 qui fait état de nombreux désordres dans diverses parties de l'habitation.

Par exploit d'huissier du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont fait assigner la SCCV MONTBONNOT MESANGES devant le Juge des Référé du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE afin que soit désigné un expert judiciaire. La SCCV MONTBONNOT MESANGES, représentée, ne s'est pas opposée à la demande d'expertise sous protestations et réserves.

Par ordonnance du 31 octobre 2018, le Juge des référés du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE a déclaré fondée la demande des consorts BEAUCHAMP/SCHREIBER et désigné Monsieur BENOIT en qualité d'expert.

Parallèlement, Monsieur Roberto NERVO, Madame Maria DE LOS ANGELES MARIN BÉRREDO, Madame Isabelle COMET et Madame Aurore MOLLINARD BOKOBZA, Madame Frédérique SCHREIBER et Monsieur Pascal BEAUCHAMP ont également assigné la SCCV MONTBONNOT MESANGES pour d'autres désordres afin de voir également ordonner une mesure d'expertise judiciaire. Par ordonnance du 03 octobre 2018, le Juge des référés a accédé à cette demande désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert.

Les 11 septembre 2019 et 02 décembre 2020, les opérations d'expertise ont été étendues à divers constructeurs et la mission de l'expert élargie à d'autres désordres.

L'expert a vaqué à ses opérations et envisagé la nécessité de voir intervenir à ses opérations d'autres entreprises susceptibles d'être concernées par certains des désordres visant essentiellement la SASU SOC METALLURGIQUE DE COURS (SASU SMC), titulaire du lot serrurerie, et la SA BUREAU VERITAS.

De plus, il est apparu que la société RENOV RHONE ALPES, titulaire du lot peintures et ravalement, déjà dans la cause a été placé en liquidation judiciaire.

Par exploits d'huissiers délivrés les 27 et 28 janvier et 1er février 2022, la SCCV MONTBONNOT MESANGES a fait assigner la SASU SMC, ses assureurs, les sociétés MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES et MMA IARD, et l'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, la SA GENERALI IARD, devant le Juge des référés de GRENOBLE afin de leur voir étendre les opérations d'expertise de Monsieur BENOIT.

Par exploit d'huissier délivré le 07 février 2022, la SCCV MONTBONNOT MESANGES a fait assigner la SA BUREAU VERITAS devant le Juge des référés du le Tribunal Judiciaire de GRENOBLE devant le Juge des référés de GRENOBLE afin de lui voir étendre les opérations d'expertise de Monsieur BENOIT.

Le Juge des référés a ordonné la jonction de ces deux procédures.

La SA GENERALI IARD a formulé protestations et réserves sur la demande d'extension des opérations d'expertise.

La SASU SMC, ses assureurs, les sociétés MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES et MMA IARD, et la SA BUREAU VERITAS assignés à une personne habilitée n'ont pas constitué avocat. Il sera donc statué par décision réputée contradictoire en application des dispositions de l'article 474 du Code de Procédure Civile.

### **SUR QUOI**

L'article 145 du Code de Procédure Civile dispose que *"s'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées"*.

Justifie d'un motif légitime au sens de ce texte la partie qui démontre la probabilité de faits susceptibles d'être invoqués dans un litige éventuel.

En l'espèce, il est justifié par la SCCV MONTBONNOT MESANGES que la SASU SMC, la société RENOV RHONE ALPES et la SA BUREAU VERITAS sont susceptibles de voir leur responsabilité engagée dans les désordres affectant l'immeuble dont objet. De même, elle établit que la société RENOV RHONE ALPES a fait l'objet d'une liquidation judiciaire, qu'elle a, à ce titre intérêt à voir intervenir l'assureur de celle-ci, la SA GENERALI IARD, dans la procédure. Elle justifie encore que la SASU SMC a souscrit pour le chantier litigieux une assurance auprès des sociétés MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES et MMA IARD.

La SCCV MONTBONNOT MESANGES démontre qu'il existe, en l'état un intérêt légitime à voir intervenir dans les opérations d'expertise la SASU SMC, ses assureurs, les sociétés MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES et MMA IARD, la SA BUREAU VERITAS et la SA GENERALI IARD, ès-qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES. Sa demande d'extension des opérations d'expertise sera donc déclarée fondée. L'extension se fera aux frais avancés de la SCCV MONTBONNOT MESANGES.

### **PAR CES MOTIFS**

Nous, Juge des Référé, statuant publiquement par mise à disposition, par ordonnance réputée contradictoire, en premier ressort,

**Etendons** les opérations d'expertise judiciaire confiées à l'Expert BENOIT par ordonnance des 03 octobre et 31 octobre 2018 dans les procédures opposant initialement Monsieur Roberto NERVO, Madame Maria DE LOS ANGELES MARIN BERREDO, Madame Isabelle COMET et Madame Aurore MOLLINARD BOKOBZA, Madame Frédérique SCHREIBER et Monsieur Pascal BEAUCHAMP à la SCCV MONTBONNOT

MESANGES, à la SASU SMC, ses assureurs, les sociétés MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES et MMA IARD, la SA BUREAU VERITAS et la SA GENERALI IARD, ès-qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES ;

**Disons** que lesdites opérations d'expertise seront poursuivies au contradictoire de la SASU SMC, ses assureurs, les sociétés MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES et MMA IARD, la SA BUREAU VERITAS et la SA GENERALI IARD, ès-qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES;

**Disons** qu'il appartiendra à l'Expert de rendre ses précédentes opérations contradictoires à l'égard de la SASU SMC, ses assureurs, les sociétés MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES et MMA IARD, la SA BUREAU VERITAS et la SA GENERALI IARD, ès-qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES en leur communiquant ses premiers accédits ;

**Fixons à DEUX MILLE EUROS (2 000 €)**, le montant de la somme à consigner par la SCCV MONTBONNOT MESANGES avant le 15 mai 2022 à la régie d'avances et de recettes du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE (38) et dit qu'à défaut de consignation dans le délai et selon les modalités ci-dessus mentionnées, et sauf prorogation de délai sollicitée en temps utile, l'extension de la mesure aux nouvelles parties sera caduque ;

**Laissons** les dépens à la charge de la SCCV MONTBONNOT MESANGES.

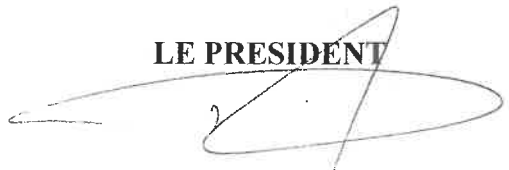
**L'ADJOINT ADMINISTRATIF  
FAISANT FONCTION DE GREFFIER**

**Elodie FRANZIN**



**LE PRESIDENT**

**Jean-Yves DURAND**



Pour copie certifiée conforme,  
Le Directeur des services de greffe judiciaires

